

# Précision de l'auteur de l'article

*Libération* a rendu compte de la controverse entourant la Fondation créée par Victor Vasarely, figure de l'art cinétique («op-art»), disparu en 1997. Ceux qui ont dirigé la Fondation pendant six ans constatent qu'elle est moribonde: d'abord victime des détournements de son président, Charles Debbasch, elle a ensuite perdu la collection léguée par l'artiste, qui a été récupérée par la famille suite à un arbitrage. Dans un appel, ils proposent de faire revivre le bâtiment conçu à Aix par Vasarely, en le consacrant en «*centre de recherches en arts visuels*», avec le concours des artistes et de la ville.

**Si Pierre Vasarhelyi les a égarés, *Libération* détient copie de ses bulletins de salaire en temps que «conseiller du président» de la Fondation.**

L'article rendait aussi compte de la position, publique, de Pierre Vasarhelyi qui s'oppose à cette proposition, qu'il qualifie de «*complot*». Les signataires de l'appel s'étonnent de voir le petit-fils de l'artiste poser en «sauveur» de la Fondation, après le rôle qu'il a joué en son sein. Celui-ci voudrait le nier

aujourd'hui. En 1990, ayant emprunté 500 000 francs à son grand-père, il signait pourtant sa reconnaissance de dette «*conseiller auprès du président de la Fondation Vasarely*», Charles Debbasch, lequel le présentait dans ses propres courriers comme membre de «*son état-major*».

S'il les a égarés, *Libération* détient aussi copie de ses bulletins de salaire en tant que «*conseiller du président*», pour 11 870 francs par mois, puis «*attaché de direction*» de la Fondation, pour 13 060,85 francs. Des documents démontrent également qu'il a bien été associé à l'arbitrage aboutissant à la

remise des œuvres à sa famille, et même facilité leur déménagement. A l'occasion de l'arbitrage, des œuvres ont été portées

manquantes, entraînant une plainte de l'Etat. Par la suite, Pierre Vasarhelyi s'est fâché avec sa famille. Il a ainsi écrit à Jacques Chirac, pour se plaindre d'être mis à l'écart d'un patrimoine dont il se considère comme «*l'unique bénéficiaire*» désigné par son grand-père.